

Brésil : lutter pour la terre et le logement

Partage international n° 286 - Juin 2012

par Thiago Staibano Alves

Malgré les grands progrès accomplis pour son développement, le Brésil reste une nation pleine de contradictions. Son développement rapide en a fait la sixième plus grande économie du monde. Pourtant, le fossé qui sépare les riches des pauvres est paradoxalement considérable, et le Programme de développement des Nations unies situe le Brésil à la troisième place en matière d'inégalités dans le monde.

Les difficultés d'accès à la terre et au logement pour une large partie de la population brésilienne est peut-être une des principales responsables de ces inégalités. Le Brésil est le cinquième plus grand pays du monde, par la superficie (8 514 877 km²), et la population (192 millions d'habitants), mais en 2008, huit millions de familles n'avaient pas de logement et plus de 20 millions vivaient sans logement décent.

D'après le recensement agricole de 2006, 46 000 Brésiliens possédaient près de la moitié des terres.

Selon l'Institut national de colonisation et de réforme agraire, en 2010, 55,8 % des terres du pays consistaient en de vastes propriétés, dont 40 % étaient « *improductives* ». Selon la constitution brésilienne, ces terres devraient être redistribuées aux populations qui n'en possèdent pas.

En 2009, la FAO (Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation), lança un appel au monde afin de réguler la possession de terres, affirmant que « *l'accès à la terre représente la meilleure sécurité pour les pauvres* ».

Origines historiques

La plupart des chercheurs estiment que la concentration des terres au Brésil tire son origine des débuts de l'histoire du pays, lorsque le roi du Portugal a divisé la nouvelle colonie en douze parts et a offert à la noblesse portugaise l'opportunité d'explorer le pays. Ce modèle s'est poursuivi tout au long du développement du pays ; les tensions autour de la possession de terres se sont intensifiées au

20^e siècle et plus récemment, les médias ont signalé l'assassinat d'ouvriers agricoles et d'activistes lors de conflits liés à la terre.

Logement

La politique sociale des années 1980 a limité dans une certaine mesure les différences entre riches et pauvres dans les villes, mais depuis les années 1990, avec le démantèlement des questions sociales en faveur d'une économie de marché, les investissements dans le domaine social ont été réduits et la population brésilienne sans logement s'est accrue.

L'actuel boom de l'immobilier a en outre entraîné un fort accroissement des prix de location, freinant encore davantage l'accès au logement.

Plusieurs groupes politiques se sont alliés au secteur immobilier, favorisant cet important secteur économique au détriment du droit des populations. Selon le recensement de 2010, le nombre de logements et de propriétés inoccupés au Brésil était d'environ six millions, ce qui, d'après les experts, suffirait largement pour couvrir les besoins en logements de la population sans toit. Les gouvernements fédéral et locaux ont résisté aux pressions, obligeant les propriétaires de biens inoccupés à respecter l'obligation légale de les vendre ou de les mettre en location à des prix modérés.

Le gouvernement du parti des travailleurs

Malgré la croissance économique qu'a connu le Brésil pendant la présidence de Lula da Silva, la situation des habitants sans terre ni logement est toujours déplorable. Bien que les statistiques officielles indiquent que plus de 600 000 personnes ont trouvé à se loger grâce à la réforme agraire alors qu'il était au pouvoir, certains experts contestent ce chiffre, parlant de corruption et de manipulation des données.

En fait, les informations officielles montrent que les terres non cultivées étaient passées de 31,9 % en 2003 à 40 % en 2010. Toutes ces propriétés auraient dû être expropriées et redistribuées à la population sans terre, conformément à la politique du gouvernement.

La Coupe du monde et les Jeux olympiques

Avec l'approche de la Coupe du monde de football en 2014 et les Jeux olympiques de 2016, qui doivent se dérouler au Brésil, des projets de nouvelles constructions sont en train de mettre en péril les droits à une terre et à un logement, et impliquent la destruction de nombreuses *favelas*.

Des mouvements sociaux ont commencé à se mobiliser afin de réclamer le droit au logement garanti par la constitution, de s'opposer aux revendications des gros entrepreneurs qui comptent gagner des fortunes grâce à des constructions de grande ampleur.

Un séminaire axé sur les effets probables sur la population locale des constructions pour la Coupe du monde et les Jeux olympiques s'est tenu à Porto Alegre. Un participant qui vit dans une *favela* sur la colline de Santa Teresa, zone dont l'Etat pourrait s'emparer pour la création de bâtiments, a déclaré : « *Nous continuerons à manifester pour le droit de rester là où nous vivons. Nous vivons sur cette colline depuis près de cinquante ans* »

Dans la ville de São Paulo, où le stade de la Coupe du monde sera construit, la modernisation de l'avenue Caititu impliquerait la dispersion de trois communautés.

Raquel Rolnik, rapporteur de l'Onu pour le droit au logement, a déjà reçu des rapports sur des expulsions illégales devant intervenir avant les événements sportifs de Rio de Janeiro, Belo Horizonte, Natal et Fortaleza.

Le cas Pinheirinho

En janvier 2012, dans la ville de São José dos Campos (Etat de São Paulo), 6 000 habitants de la *favela* Pinheirinho ont été expulsés des habitations où ils vivaient depuis huit ans. Les terrains, qui appartiennent à une société en faillite détenue par Naji Nahas (déjà mis en cause pour non paiement des taxes foncières), ne faisaient l'objet d'aucun titre légal de propriété. En temps normal, Naji Nahas aurait dû perdre cette terre, mais la police militaire de São Paulo a rasé la *favela* et chassé tous ses habitants sur ordre du gouverneur de l'Etat. Cet événement a fait grand bruit, particulièrement

auprès des médias sociaux qui ont parlé d'abus de pouvoir de la police, de destruction de logements ainsi que de morts, de disparitions et d'abus sexuels. Naji Nahas a été rétabli dans ses droits de propriété et les règlements et recommandations du gouvernement brésilien ont été ignorés.

Pedro Rios, témoin des expulsions brutales, a diffusé un documentaire sur YouTube montrant des habitants critiquant le gouvernement pour son incapacité à intervenir et son manque à faire respecter le droit au logement. Déçu par le manque d'intérêt des médias, P. Rios a entamé une grève de la faim devant Rede Globo, la principale chaîne de télévision brésilienne, exigeant une couverture impartiale des faits. Des manifestations ont également eu lieu dans d'autres parties du monde pour soutenir les résidents de l'ancienne *favela*.

La voix du peuple enfle

Le cas Pinheirinho a galvanisé la population brésilienne qui s'est soulevée pour exiger ses droits. En avril 2012, le Mouvement des sans-terre a lancé une série de manifestations, avec occupation du ministère du Développement agricole dont le siège se trouve à Brasilia, capitale du Brésil.

A São Paulo, le Mouvement des sans-terre a organisé le 2 avril 2012 une manifestation réunissant des milliers de personnes afin d'obtenir une réponse rapide de la part des autorités pour assurer des logements aux sans-abri.

Toujours en avril 2012, quelque 1 500 personnes ont manifesté à São Paulo pour que soit mis fin aux expulsions comme celles de Pinheirinho. Petit à petit, la voix du peuple brésilien se fait entendre plus fortement.

Brésil **Auteur** : Thiago Staibano Alves, correspondant de Share International, résidant à São Paulo (Brésil).

Sources : GoldmanPrize.org

Thématiques : [Société](#), [peuples et traditions](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Divers](#) ()